

# RAPPORT 2016

## FONDS D'URGENCE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN DANGER

AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS DE L'HOMME

 Agir Ensemble  
pour les Droits  
de l'Homme



# UNE ANNÉE 2016 SOUS LE SIGNE DE LA DIVERSITÉ

Créé en 1999, le Fonds d'urgence pour les défenseurs des droits humains en danger d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) offre une réponse concrète aux défenseurs menacés en raison de leur activité militante pour la défense des droits fondamentaux.

## Mais au juste, qui peut être considéré comme défenseur des droits humains (DDH) ?

L'Organisation des Nations unies désigne un DDH comme « *toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre à la promotion ou à la protection des droits de l'Homme* ». Un défenseur des droits humains se reconnaît surtout par l'activité ou l'action qu'il mène à un moment précis dans un contexte particulier.

En 2016, le Fonds d'urgence a reçu 197 demandes venant de défenseurs des droits humains de différentes régions du monde. Il a soutenu **38 défenseurs des droits humains** ayant des profils très variés ainsi que 5 organisations aux champs d'action très divers.

Ce rapport présente les principales interventions du Fonds d'urgence en 2016 et dresse un panorama de la diversité des profils et des engagements des défenseurs soutenus par AEDH.

## SOMMAIRE

Modalités d'intervention du Fonds d'urgence	2
Bilan du Fonds d'urgence en 2016	3
Récits de défenseurs soutenus par le Fonds d'urgence	4
Soutiens du Fonds d'urgence	8

# MODALITÉS D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

Partout dans le monde, des défenseurs des droits humains peuvent être menacés, persécutés ou violentés en raison de leur engagement et de leur activité en faveur du respect des droits fondamentaux. Lorsque cela arrive, ils peuvent prendre contact avec le Fonds d'urgence pour solliciter une aide. Son action peut se résumer en 3 étapes :

## L'ENQUÊTE

Après réception d'une demande d'assistance, **le Fonds d'urgence d'AEDH commence par mener une enquête rigoureuse qui permet de vérifier la véracité des informations transmises et d'évaluer les besoins concrets du défenseur ou de l'organisation.** L'enquête doit déterminer si la demande d'assistance respecte les trois critères suivants :

ÊTRE DÉFENSEUR  
DES DROITS HUMAINS

ÊTRE DANS UNE SITUATION  
URGENTE

ÊTRE EN DANGER

AEDH s'appuie sur différents partenaires locaux, nationaux et internationaux lors de cette phase d'investigation. Une grande importance est accordée au travail en synergie avec d'autres organisations disposant de mécanismes de protection des DDH : des réseaux de défense des droits humains, des fondations, des ONG, des représentations diplomatiques. Les enjeux étant forts, le Fonds d'urgence est attentif à la sécurité et à la confidentialité des informations.

## L'INTERVENTION

**Une fois l'enquête effectuée, le Fonds d'urgence intervient pour soutenir le défenseur de manière concrète.** Les situations étant toutes différentes, chaque DDH en danger ne nécessite, ni ne sollicite la même forme d'assistance. Le Fonds d'urgence apporte différents types d'aides, adaptées aux besoins de chacun.



AIDE DE  
SUBSISTANCE

Prise en charge  
des frais quotidiens



ACTION DE  
PLAIDOYER

Interventions auprès  
des autorités  
concernées



AIDE  
MÉDICALE

Prise en charge des  
soins médicaux  
et des frais  
d'hospitalisation



MISE EN  
SECURITE

Relocalisation temporaire dans  
un endroit sûr, protection du  
domicile, sécurisation des locaux  
d'une organisation



ASSISTANCE  
JUDICIAIRE

Prise en charge des  
frais judiciaires



AEDH COLLABORE AVEC DES PARTENAIRES  
PRÉSENTS SUR LE TERRAIN POUR ÉVALUER  
LA SITUATION ET APPORTER UNE AIDE  
ADAPTÉE À CHAQUE DDH

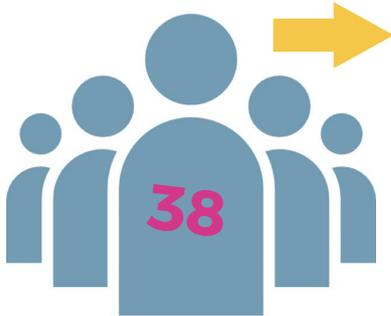
## LE SUIVI

L'intervention du Fonds d'urgence propose un **soutien qui peut être matériel, financier mais aussi moral.** En collaboration avec des partenaires locaux et/ou internationaux, AEDH propose aux DDH soutenus un suivi adapté. Celui-ci peut prendre la forme d'un accompagnement visant à améliorer les pratiques du défenseur ou de l'organisation en matière de sécurité, d'assistance psychologique et éventuellement d'une orientation pour une prise en charge complémentaire à la fin de l'aide.

# BILAN DU FONDS D'URGENCE EN 2016

## QUI A ÉTÉ SOUTENU PAR LE FONDS D'URGENCE EN 2016 ?

**38 défenseurs** des droits humains aux engagements variés



PRÉSIDENT D'ASSOCIATION  
JOURNALISTE  
MILITANT ASSOCIATIF  
ARTISTE  
ETUDIANT  
LEADER COMMUNAUTAIRE  
MILITANT POLITIQUE  
SYNDICALISTE



Les menaces pesant sur les défenseurs ont souvent des répercussions directes sur les proches. Le Fonds d'urgence ne les oublie pas. **32 proches de défenseurs** ont également bénéficié d'un soutien.



## LES INTERVENTIONS DU FONDS D'URGENCE

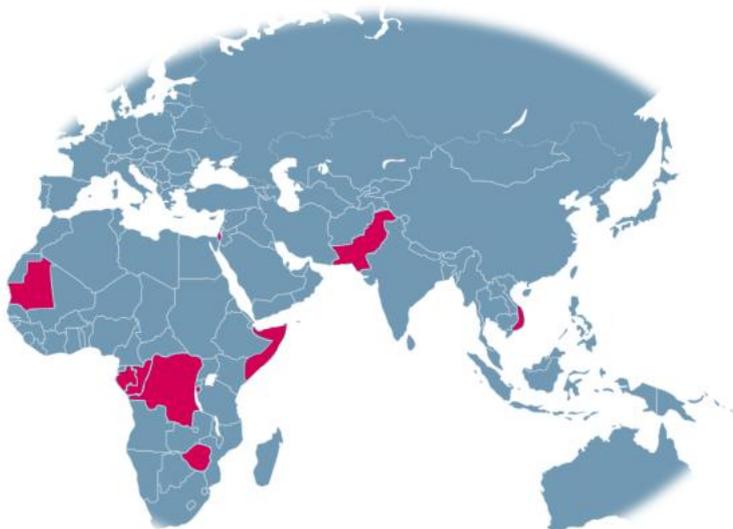
Parce que chaque situation est différente, le Fonds d'urgence s'adapte aux besoins spécifiques des défenseurs, qui peuvent bénéficier simultanément de plusieurs aides. **78 interventions différentes** ont été menées pour un budget total de :

**61 000€**



\*aide spécifique apportée à la famille d'un DDH, aide au retour dans le pays d'origine, aide à la demande d'asile, etc.

## OÙ EST INTERVENU LE FONDS D'URGENCE ?



- Mauritanie
- Gabon
- République du Congo
- République Démocratique du Congo
- Burundi
- Zimbabwe
- Somalie
- Israël
- Palestine
- Pakistan
- Viêtnam

# RÉCITS DE DÉFENSEURS SOUTENUS PAR LE FONDS D'URGENCE

En 2016, 38 défenseurs et 5 organisations de promotion et de défense des droits humains aux profils et aux histoires très différentes ont été soutenus par le Fonds d'urgence. Voici quelques uns de leurs récits :

## CHRISTIAN PERRIN, JOURNALISTE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO



**Christian Perrin**, ex-reporter à "Télé Pour Tous", première chaîne de télévision privée en République du Congo, est aujourd'hui journaliste indépendant. En collaboration avec plusieurs ONG de défense des droits humains, il a réalisé de nombreux reportages et participé à des émissions de sensibilisation à la lutte contre les inégalités sociales et économiques dans son pays.

« Le pouvoir de Brazzaville me reproche de publier sur les médias en ligne et sur les réseaux sociaux des reportages liés aux activités de l'opposition ». Ses reportages dérangent les autorités congolaises qui l'accusent de gêner l'action du pouvoir en place. Il est alors sujet à de nombreuses pressions, dont une tentative d'enlèvement par des agents de police. En raison de ces menaces, il finit par fuir en Afrique du Sud avec sa famille grâce au soutien de l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH) et de Reporters Sans Frontières (RSF). Après la fin de l'aide accordée, les conditions sécuritaires au Congo demeurent inchangées et rendent impossible son retour.

**Le Fonds d'urgence est intervenu en co-financement avec Protect Defenders pour prolonger la période de relocalisation en Afrique du Sud pour une durée de 6 mois. AEDH a assuré une partie des frais de subsistance. Christian Perrin et sa famille ont ainsi pu continuer à vivre en sécurité en attendant que la situation au Congo s'améliore.**

## SILVANOS MUDZVOVA, ARTISTE ZIMBABWÉEN



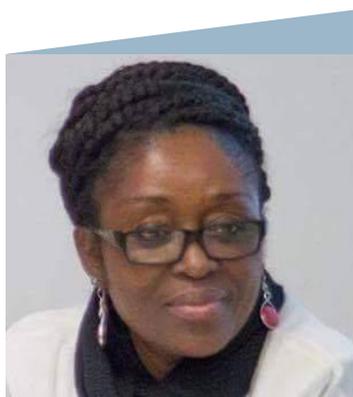
**Silvanos Mudzvova** est un artiste engagé. Acteur et metteur en scène, il fait du théâtre un instrument de promotion des droits humains et de contestation des dérives du gouvernement zimbabwéen. La plupart de ses pièces de théâtre dénoncent des violations et abus perpétrés par le régime en place.

"Missing Diamonds", l'une de ses dernières pièces de théâtre, traite d'un gigantesque scandale de corruption : en 2016, 15 millions de dollars issus du commerce de diamants ont tout simplement disparu. Silvanos Mudzvova appelle, dans son spectacle, à faire la lumière sur l'identité des responsables et à restituer les fonds détournés. Depuis la sortie de cette pièce, il est régulièrement pris pour cible par les autorités zimbabwéennes.

En septembre 2016, après plusieurs arrestations, sa famille et lui sont attaqués en pleine nuit par des agents de l'État. Silvanos Mudzvova est alors enlevé, torturé et laissé pour mort par ses ravisseurs. Secouru par des villageois, il est ensuite hospitalisé pendant plusieurs jours. Face à cette situation critique, plusieurs organisations internationales de défense des droits humains dont AEDH se sont coordonnées pour permettre à Silvanos Mudzvova et ses proches d'être mis en sécurité et de bénéficier de soins appropriés.

**Le Fonds d'urgence a pris en charge une partie du coût des examens médicaux complémentaires que son état de santé exigeait suite aux actes de torture subis.**

## HORTENSE NNAME, PRÉSIDENTE D'UNE ASSOCIATION GABONAISE



**Hortense Nname Nquema Ondo** est la présidente fondatrice de l'ONG gabonaise Samba Mwanas. Cette association œuvre depuis 2009 pour la protection et la promotion des droits des enfants et des jeunes au Gabon. Elle fait partie d'une équipe spécialisée dans la prise en charge des enfants victimes de maltraitances psychologiques et physiques.

Le 31 août 2016, l'hymne national se fait entendre dans les rues de Libreville. De nombreux gabonais, majoritairement des jeunes, descendent dans les rues pour contester les résultats de l'élection présidentielle proclamant la réélection d'Omar Bongo, le président sortant. La Garde Républicaine a pour ordre de tirer sur les manifestants. Pendant les affrontements, les forces de l'ordre prennent d'assaut le QG de campagne de Jean Ping, opposant d'Omar Bongo battu lors de l'élection et dont les résultats sont entachés d'irrégularités. Samba Mwanas est sollicitée pour prendre en charge une quarantaine de jeunes blessés, torturés ou qui ont perdu un proche lors du raid. « *Ils avaient besoin d'être pris en charge psychologiquement, aucune disposition n'était mise en place à cet effet* », précise Hortense. Soupçonnée d'avoir eu accès à des informations sensibles, les autorités prennent pour cible l'organisation et en particulier sa

présidente. Celle-ci subit de nombreuses intimidations (filatures, communications sur écoute, tentative d'enlèvement...) qui la contraignent à quitter le Gabon et à se réfugier en France.



**Le Fonds d'urgence a alloué une aide financière permettant d'assurer le logement d'Hortense Nname en France. À l'heure actuelle, la situation sécuritaire ne lui permet pas de rentrer au pays. Elle continue de suivre les activités de Samba Mwanas à distance et organise des événements en France pour sensibiliser la population sur la situation politique gabonaise.**

## GIANG LONG\*, MILITANT VIETNAMIEN

**Giang Long** est un ingénieur et militant, membre d'une organisation oeuvrant pour l'installation d'un régime démocratique. Il est également engagé en faveur de l'accès à l'éducation des enfants défavorisés, des victimes de typhons et des personnes en situation de handicap.

Déjà arrêté en 2011, il est accusé avec 13 autres militants de tentative de renversement du gouvernement en 2013. Les accusations portent aussi sur ses liens avec ce mouvement pro-démocratie. Il a également rédigé des écrits soulignant les persécutions religieuses systématiques perpétrées par le gouvernement. Il est condamné à 13 ans de prison, une des peines les plus longues au Viêtnam pour des raisons politiques.

Durant son incarcération, il est maintenu à l'isolement et subit de nombreux sévices physiques et psychologiques. Le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a condamné l'emprisonnement de Giang Long. Après la publication de rapports sur la maltraitance en milieu carcéral au Viêtnam et une pression constante exercée par la communauté internationale pour la libération des prisonniers d'opinion et le respect des droits humains, les autorités vietnamiennes finissent par le libérer. La France s'est dite prête à lui accorder l'asile politique.

**Le Fonds d'urgence est intervenu en cofinancement avec Protect Defenders pour favoriser sa relocalisation à Paris. Ce soutien d'une durée de trois mois a permis à Giang Long de se loger et de bénéficier de soins médicaux en attendant l'obtention du statut de réfugié politique.**



*\*nom modifié pour des raisons de confidentialité*

## HUMAN FRIENDS ORGANIZATION, ASSOCIATION PAKISTANAISE

**Human Friends Organization** (HFO) agit pour la défense des droits des minorités religieuses, en particulier des minorités chrétiennes au Pakistan. Pour ce faire, HFO met en œuvre des projets de protection et de promotion de la liberté religieuse et assiste les victimes de persécutions. Son siège est basé à Youhanabad, le quartier chrétien de Lahore, au Nord-Est du Pakistan. Ce quartier a souvent été visé par des attentats imputables à des groupes islamistes radicaux.

À la suite d'une série d'attentats perpétrés contre les communautés chrétiennes en mai 2015, le Fonds d'urgence est sollicité pour prendre en charge la sécurisation des locaux et renforcer la sûreté de ses membres. Des caméras sont alors installées au siège de HFO. Malgré cette première intervention et la mise en place de mesures de sécurité renforcées, les risques pesant sur l'association sont restés élevés. Le Fonds d'urgence a été sollicité une nouvelle fois.

**En janvier 2016, le Fonds d'urgence est intervenu, avec le soutien de l'Organisation Mondiale de la Torture (OMCT) pour renforcer les mesures de sécurité de l'organisation ; comprenant l'installation de 4 caméras supplémentaires, d'un système d'alimentation électrique sans interruption et le renforcement des murs d'enceinte. HFO a pu poursuivre ses activités dans de meilleures conditions, malgré un contexte tendu. La situation sécuritaire à Lahore ayant continué de s'aggraver en 2016. Un attentat est survenu le 27 mars dans un parc d'attractions de la ville faisant 72 morts et plus de 200 blessés, il semblait viser la population chrétienne.**



## EZRA NAWI, GUY BUTAVIA ET NASSER NAWAJAH, MILITANTS ASSOCIATIFS

**Ezra Nawi** et **Guy Butavia** sont membres de l'organisation Ta'ayush, qui signifie « coexistence » et « vivre ensemble » en arabe. Cette organisation israélo-palestinienne née en 2000 se situe au Sud de la Cisjordanie et soutient la lutte pacifique contre l'occupation israélienne sur les territoires palestiniens. Ezra Nawi, plombier de profession, est un militant israélien. Il participe aux manifestations contre l'occupation. Guy Butavia est vidéaste et également militant dans le groupe pro-palestinien Ta'ayush. Nasser Nawajah, palestinien, travaille au sein de B'Tselem, le centre d'informations israélien pour les droits humains dans les territoires occupés.



ב'צ'עם  
B'TSELEM  
بتسيلم

En janvier 2016, les deux organisations, et plus particulièrement ces trois militants sont victimes de diffamation dans une émission de télévision israélienne qui s'acharne à discréditer leurs actions. Peu après la diffusion du programme, ils sont arrêtés et détenus pendant plusieurs jours. Les forces de l'ordre empêchent Ezra Nawi et Guy Butavia d'entrer en contact avec leurs avocats ; Nasser Nawajaha a, quant à lui, comparu devant un tribunal militaire. Les trois hommes ont finalement été relâchés mais doivent encore répondre de plusieurs chefs d'accusation devant la justice israélienne.

**Le Fonds d'urgence a apporté un soutien aux trois défenseurs en contribuant financièrement à leurs frais de justice afin qu'ils puissent être blanchis des faits qui leurs sont reprochés.**

תעאיש  
TA'AYUSH  
شراكة عربية يهودية | שותפות ערבית יהודית | ARAB JEWISH PARTNERSHIP

## EMMANUEL NDIMWIZA, MEMBRE D'UNE ASSOCIATION CONGOLAISE



RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU  
CONGO

**Emmanuel Ndimwiza** est responsable territorial au sein du mouvement congolais « Ça en est trop », basé au Sud-Kivu sur l'île d'Idjwi. Le mouvement intervient à travers des actions pacifiques et communautaires pour l'éveil des consciences citoyennes. Des activités, telles que des conférences, des campagnes de plaidoyer, des marches et des sit-in sont organisées dans

le but de dénoncer les violations des droits humains et d'amener les autorités à mettre en place des mesures adéquates.

En novembre 2016, il est agressé à son domicile par des hommes armés. Ses assaillants le kidnappent et le questionnent sur plusieurs mouvements citoyens de la région du Kivu. L'activiste perd connaissance lors de l'interrogatoire. À son réveil, chez lui et en état de choc, il alerte la police et d'autres militants de son agression.

**Des actions de plaidoyer ont été menées auprès des autorités locales afin de réduire les menaces et les intimidations qui pesaient sur Emmanuel Ndimwiza. Les autorités se sont engagées à apporter une protection aux membres de « Ça en est trop » et notamment à ceux ayant fait l'objet de menaces. En collaboration avec des acteurs locaux, ce plaidoyer visait également à promouvoir le droit de manifester.**

## ROGER MBURANO, LEADER COMMUNAUTAIRE CONGOLAIS



RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU  
CONGO

**Roger Mburano** est un défenseur des droits des peuples autochtones pygmées de Buabo, dans la province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo. Il est également animateur au sein de l'organisation Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Pygmées et Indigènes Défavorisés (FDA-PID). Les peuples autochtones pygmées, marginalisés et discriminés, sont souvent victimes de violations graves de leurs droits par les autorités et une partie de la population.

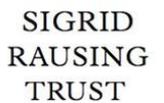
La situation sécuritaire du village de Buabo est précaire en raison des nombreux conflits qui secouent la région. En 2016, Roger Mburano est désigné pour représenter les intérêts de dix-huit familles pygmées dans un cas de spoliation de terres, dont elles dépendent, pour la culture vivrière. Au cours du procès, de fortes pressions sont exercées sur la communauté. La puissante partie adverse fait arrêter, condamner et emprisonner des pygmées pour des motifs fallacieux. Le défenseur détient toutefois une pièce cruciale : l'attestation de cession coutumière qui accorde de manière irréfutable le droit de propriété du champ aux pygmées. Depuis, Roger Mburano est devenu la cible de menaces verbales et physiques provenant de l'entourage des exploitants forestiers spoliateurs. Des individus se sont notamment rendus à son domicile, armés de machettes. Alerté par le voisinage, il a fui le village.

**Roger Mburano a bénéficié d'une mise en sécurité et d'une relocalisation pour une durée de quatre mois. Il bénéficie également d'une assistance judiciaire visant à accompagner les revendications de la communauté pygmée qu'il représente auprès des tribunaux congolais.**

# SOUTIENS DU FONDS D'URGENCE

AEDH remercie toutes les personnes et les organisations qui contribuent au fonctionnement du Fonds d'urgence pour les défenseurs des droits humains en danger et qui réunissent leurs moyens et leurs compétences pour venir en aide aux défenseurs menacés à travers le monde.

En 2016, les contributeurs du Fonds d'urgence étaient :







AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS DE L'HOMME  
16 AVENUE BERTHELOT - 69007 LYON  
FRANCE

+ (33) 4 37 37 10 11  
[agir-ensemble@aedh.org](mailto:agir-ensemble@aedh.org)  
[www.aedh.org](http://www.aedh.org)